

## Renforçons notre démocratie pour une citoyenneté cantonale ! Communiqué et adresse au Grand Conseil des initiants-es

En date du 11 janvier, le Conseil d'Etat, par sa majorité, a validé notre initiative populaire « **Une Vie ici, une Voix ici... Renforçons notre démocratie** » (IN 189) et adopté un rapport relatif à sa prise en considération invitant votre Grand Conseil à l'accepter telle quelle.

Merci aux magistrats qui soutiennent aujourd'hui notre initiative et accompagnent la volonté populaire de faire évoluer notre démocratie en accordant, sur le plan cantonal, et bien sûr communal, les droits politiques complets aux résidents genevois vivant en Suisse depuis plus de 8 ans ! L'extension de ces droits légitime et renforce notre démocratie représentative et directe dans un canton où plus de 40% de la population résidente s'en trouve encore écartée. Genève promet d'emboîter le pas aux cantons de Neuchâtel et du Jura en promouvant une citoyenneté cantonale cessant d'être confinée à la seule nationalité.

Parmi vous, des opposants à l'IN prétextent qu'elle mettrait en péril l'identité et la nationalité suisses. En rupture de collégialité au Conseil d'Etat, ils entonnent la rengaine du préalable de la naturalisation pour accéder aux décisions sur les affaires du canton. Ces mêmes partis exigent hypocritement à Genève ce qu'ils ne cessent de restreindre à Berne en confondant les deux échelles du pays et du canton. En refusant sans répit l'éligibilité qui permet de se proposer à ses concitoyens pour défendre leur opinion dans une instance politique, ils cachent mal un profond mépris pour le droit de voter sur ce qui les touche directement. L'autonomie cantonale, au cœur de la Constitution fédérale, qui n'exige d'être suisses que des candidats au Conseil National représentant l'entier du pays et non chaque canton, s'en trouve défigurée. L'IN, en refusant de distinguer vote et éligibilité, y est au contraire rigoureusement conforme.

L'initiative qui vous est soumise a été signée par 10'188 électrices et électeurs, suisses et genevois, qui ont appuyé, aux conditions municipales en vigueur, l'octroi de droits politiques complets au plan cantonal ! Le projet de loi, identique dans sa formulation, validé en commission après plusieurs mois de travaux, a buté au GC il y a deux ans sur l'entrée en matière, à une voix près. Notre collectif a relevé le défi et fait la démonstration qu'il était grand temps d'effacer cet incident et de laisser rapidement la place au débat populaire et à l'arbitrage des urnes !

L'élan démocratique tant attendu est amorcé. Le Conseil d'Etat a soufflé dans les voiles. Eviter le coup de barre de travers est un devoir citoyen. Allez de l'avant !

# Les initiants·es de l'IN 189



Remercient vivement le Conseil d'Etat d'approuver l'IN 189 sans recommander de contre-projet.

Cette avancée citoyenne cantonale :

- *Étend les droits des étrangers·ères vivant durablement à Genève à se prononcer sur les sujets cantonaux,*
- *sous conditions de résidence identiques à celles en vigueur au municipal depuis 2005 (séjour en Suisse depuis 8 ans),*
- *sans distinguer entre « droit de vote » et candidature aux instances compétentes (« éligibilité »).*

Elle entend ouvertement mettre fin :

- *au chantage permanent à la naturalisation pour décider entre citoyens·nes d'affaires concernant les résidents·es du canton,*
- *à l'interdit fait à des citoyens·nes de représenter au GC, au CM ou aux exécutifs les citoyens·nes qui décident de les y élire,*
- *au mensonge de l'absence de restrictions alors que 40+% de population s'y réduit à 27% de l'électorat, donc à 73% suisse,*
- *au fantasme d'une violation de l'esprit fédéraliste par une IN qui est strictement conforme à l'autonomie cantonale.*

L'initiative populaire cantonale Vi.Vo.Ici

- *reprend littéralement le projet de loi laissé en plan par le GC il y a deux ans dûment validé en commission après plusieurs mois de travaux, investigations et auditions,*
- *a recueilli 10'188 paraphes de citoyens·nes ayant conduit le CE à l'arrêté du 28 septembre et au rapport du 11 janvier au GC.*

**Nous exhortons le Grand Conseil à prendre le relais de cet élan démocratique et passer sans attendre le turbo pour aller de l'avant !**